Nature de la dépense	Exercice terminé 1961	Prévision corrigée exercice en cours	Prévision pour 1963
<i>Fonctionnement</i>			
Bureaux	215.684	269.051	500.000
Atelier	229.499	600.000	350.000
Chantier (entretien et fonctionnement véhicules)	152.300	199.861	200.000
<i>Amortissement</i>			
Amortissement financier	401.785	803.570	803.570
Renouvellement	2.152.608	3.206.125	3.226.869
<i>Approvisionnement</i>			
Magasin	PM	499.000	PM
Total	24.315.621	32.139.538	32.268.690

DECRET N° 63-2 du 3-1-63 portant modification du décret n° 61-100 du 17 novembre 1961 fixant les conditions d'application de l'article 118 bis du Code des

Douanes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 avril 1961;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation au Service des Douanes du Togo, complété par la loi n° 61-7 du 11 janvier 1961;

Vu le décret n° 61-100 du 17 novembre 1961 pris en application de l'article 118 bis du Code des Douanes;

Sur proposition du Ministre des Finances et des Affaires Economiques,

DECRETE :

Article premier. — Le décret n° 61-100 du 17 novembre 1961 est complété en son chapitre IV par un article 24 bis ainsi libellé, précisant la nature des marchandises importées pour le compte de l'hôpital érigé à Afagnan par l'ordre « Ordo Hospitalarius » et susceptibles d'être admises en franchise des droits et taxes :

« Art. 24 bis. — Seuls peuvent être admis en franchise des droits et taxes les matériaux et matériels incorporés dans la construction de l'hôpital d'Afagnan, et les objets de toutes natures indispensables à son premier équipement et à son fonctionnement, tels que : matériel chirurgical, produits pharmaceutiques, etc.

Les objets de toutes sortes destinés à l'usage exclusif des membres du personnel de l'hôpital, les carburants et l'huile de graissage sont exclus du bénéfice de la franchise des droits et taxes ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* du Togo.

Fait à Lomé, le 3 janvier 1963.

S. E. Olympio

DECRET N° 63-3 du 8-1-63 portant création d'un Service des Pêches.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République togolaise, notamment les dispositions de son article 35, alinéas 1 et 2.

Le Conseil des Ministres entendu ;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts ;

DECRETE :

Article premier. — Il est créé, pour compter du 1^{er} janvier 1963 et sous la responsabilité directe du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts, un service public dénommé Service des Pêches.

Art. 2. — Toutes les attributions en matière de pêche en mer et en eau douce (rivière, bassin, étang, lagune), et de pisciculture anciennement dévolues pour partie au Service de l'Elevage et des Industries Animales et pour partie au Service des Eaux et Forêts, ressortent désormais de la compétence du Service des Pêches, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 3. — Le Service des Pêches a pour mission :

— de promouvoir le développement de la pêche sous toutes ses formes en prenant des mesures propres à favoriser l'initiation des pêcheurs togolais à des méthodes rationnelles d'exploitation des ressources maritimes et d'eau douce ;

— d'encourager le développement de la pisciculture partout où, dans le pays, des conditions favorables existent pour en faire une activité rentable au même titre que les spéculations agricoles ;

— de concevoir et de favoriser la mise en œuvre de formules appropriées d'assistance technique aux pêcheurs, et aux pisciculteurs togolais en vue d'améliorer et d'augmenter la productivité des activités de pêche ;

— de prendre toutes initiatives en ce qui concerne tous travaux de recherches susceptibles d'améliorer les conditions de la pêche maritime et en eau douce ;

— d'exercer un contrôle technique sur les activités de pêche en mettant au point et en appliquant une réglementation sur les entreprises coopératives et industrielles tant au stade de la capture qu'à celui de la commercialisation ;